TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Sommaire	7
1. Le petit futé 2020 de la prescription de l'action publique	9
Pierre Monville Amaury Verhoustraeten	
Introduction	10
Section 1. Vade-mecum du calcul de la prescription de l'action publique	10
§1. Notion et caractéristiques	10
§2. Méthode de calcul prête à l'emploi.....	11
§3. Délai de prescription légalement applicable	13
§4. Point de départ du délai	15
§5. Suspension de la prescription.....	18
I. Causes légales de suspension.....	19
II. Causes jurisprudentielles de suspension.....	21
III. Effet des causes de suspension	22
§6. Interruption de la prescription.....	23
I. Notion et conditions.....	23
A. L'acte doit constituer un acte de poursuite ou d'instruction	24
B. L'acte doit avoir été accompli par l'autorité qualifiée.....	24
C. L'acte doit être régulier.....	25
D. L'acte doit avoir été accompli dans le délai primaire	26
II. Effet des actes interruptifs.....	26
§7. Application dans le temps des lois modifiant le délai.....	27
I. Méthode traditionnelle : application successive de différents délais de prescription	27

II. Méthode futée : exclusion de l'ancien délai de prescription après une certaine date pivot.....	29
Section 2. Examen des modifications législatives récentes relatives à la prescription de l'action publique.....	37
Introduction.....	37
§1. La prescription de l'action publique en matière d'infractions sexuelles graves commis sur mineurs.....	37
I. La prescription d'infractions sexuelles graves commises sur mineurs sous l'empire de l'ancienne loi	38
II. L'imprescriptibilité des infractions sexuelles graves commises sur mineurs, sous l'empire de la loi nouvelle	39
§2. La suspension de la prescription pendant la procédure de transaction pénale élargie.....	41
I. Présentation générale	41
II. Durée de la cause de suspension	42
III. Caractère réel ou personnel de la cause de suspension	44
§3. La suspension de la prescription pendant le traitement d'une opposition irrecevable ou non avenue	48
I. Présentation générale	48
II. Comment se calcule la durée de suspension totale en cas d'opposition irrecevable ou non avenue ?	49
III. Qu'advient-il de la période de suspension si le juge d'appel réforme la décision du juge d'instance ayant déclaré l'opposition non avenue ?	50
IV. La cour d'appel qui déclare l'opposition formée devant elle non-avenue est-elle tenue d'examiner si la prescription était acquise au moment où elle examine l'affaire ?	50
 2. La prescription de la peine en matière pénale.....	 53
Damien Holzapfel	
Introduction.....	54
Section 1. Les délais de prescription des peines pénales.....	55
§1. Les peines imprescriptibles.....	55
I. Les peines dont l'exécution ne requiert aucun acte de mise à exécution	55
II. Les peines prononcées pour des violations graves du droit international humanitaire	56

TABLE DES MATIÈRES

§2. La peine d'emprisonnement.....	56
I. Délai de prescription de 20 ans	56
II. Délai de prescription de 10 ans	57
III. Délai de prescription de 5 ans.....	57
IV. Délai de prescription de 1 an	57
§3. La peine d'amende	57
I. La peine d'amende prononcée à titre accessoire.....	57
II. La peine d'amende prononcée à titre principal	58
§4. La peine de travail.....	58
§5. La peine de surveillance électronique.....	59
§6. La peine de probation autonome.....	60
§7. La peine de confiscation spéciale	61
§8. Les peines subsidiaires	62
Section 2. Le point de départ du délai de prescription.....	62
§1. Le point de départ du délai de prescription des peines d'emprisonnement, d'amende et de confiscation.....	62
I. Dans l'hypothèse où la peine est prononcée en premier ressort.....	62
II. Dans l'hypothèse où la peine est prononcée en dernier ressort.....	63
III. En cas d'évasion du condamné	64
IV. En cas de libération provisoire du condamné.....	64
§2. Le point de départ du délai de prescription de la peine de travail.....	65
§3. Le point de départ du délai de prescription de la peine de surveillance électronique	66
§4. Le point de départ du délai de prescription de la peine subsidiaire de probation autonome	67
Section 3. Le calcul du délai de prescription	68
Section 4. Les actes interruptifs du délai prescription.....	68
§1. Notion.....	68
§2. Les types d'actes interruptifs.....	68
I. Les actes interruptifs d'une peine de prison	68
II. Les actes interruptifs d'une peine d'amende.....	69
III. Les actes interruptifs d'une peine de confiscation	69
§3. Effets.....	70

Section 5. Les actes suspensifs du délai de prescription	70
§1. Notion	70
§2. Les types d'actes suspensifs.....	71
I. Le sursis à l'exécution des peines.....	71
II. L'octroi d'une modalité d'exécution de la peine d'emprisonnement...	72
III. Les actes suspensifs relatifs à la confiscation spéciale.....	73
§3. Effets.....	73
Section 6. La prescription de la peine est d'ordre public.....	74
Section 7. Les effets de la prescription de la peine pénale	74
Section 8. La juridiction compétente pour statuer en cas de contestation relative à la prescription d'une peine pénale	75

3. La prescription en droit de la circulation routière : l'exercice de l'action publique et la mise à exécution de la peine

Christine Moïny

Section 1. La prescription de l'action publique.....	78
§1. Aperçu des délais de prescription de l'action publique.....	78
I. Introduction	78
II. Le Code pénal	78
III. La loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution	80
A. L'article 68 de la loi	80
B. Les arrêtés d'exécution	80
C. Les infractions punies par la loi du 16 mars 1968 sur la circulation routière.....	81
D. La problématique de la date d'entrée en vigueur de la loi du 6 mars 2018 modifiant le délai de prescription prévu à l'article 68 de la loi du 16 mars 1968.....	83
IV. Les autres infractions.....	87
§2. Le calcul du délai	89
§3. Les actes interruptifs.....	90
§4. Les actes suspensifs	91
§5. La peine <i>in fine</i> prononcée	93

Section 2. La prescription de la peine	94
§1. Peine principale et peine accessoire	94
§2. Interruption et suspension de la prescription de la peine	96
§3. Les mesures de sûreté	96
§4. La prescription du recouvrement de la perception immédiate	96
§5. L'opposition formée après la prescription de la peine	97
4. La prescription de l'action civile née d'une infraction pénale	103
Aurélie Verheylesonne	
Section 1. Considérations préliminaires : les grands principes régissant l'action civile	104
§1. Le principe de l'option et son caractère révocable.....	104
§2. Le corollaire de l'option : l'interdiction de réclamer la réparation du même dommage devant les juridictions civiles et pénales	106
§3. L'action civile portée devant les juridictions répressives : son caractère accessoire	106
§4. L'action civile portée devant les juridictions civiles.....	108
§5. Les modes de constitution de partie civile dans la procédure pénale	109
Section 2. Le régime actuel de la prescription de l'action civile	110
§1. La référence à un double paramètre : l'article 2262bis du Code civil et l'article 26 du titre préliminaire du Code de procédure pénale	110
§2. Champ d'application.....	111
I. Devant les juridictions civiles.....	111
II. Devant les juridictions pénales	112
A. Prescription de l'action publique au stade des juridictions d'instruction.....	112
B. Prescription de l'action publique au stade des juridictions de jugement.....	113
1) Principes.....	113
2) Le cas particulier de la subrogation.....	114

Section 3. Examen du premier paramètre : application des règles de prescription prévues par le Code civil	115
§1. Dispositions légales applicables.....	115
§2. La computation des délais.....	116
§3. Le point de départ du délai.....	117
I. Le bref délai de 5 ans	117
A. La connaissance du dommage	117
B. La connaissance de l'identité de l'auteur.....	117
C. Le dommage initial et son aggravation.....	118
II. Le délai absolu de vingt ans	119
§4. Les réserves	120
§5. L'influence des causes civiles de suspension ou d'interruption de la prescription.....	121
I. La suspension de la prescription (art. 2252 à 2259 C. civ.).....	122
II. L'interruption de la prescription (art. 2242 à 2250 C. civ.)	122
A. Quels actes interrompent la prescription civile ?.....	123
B. Quels actes posés au pénal ont un effet interruptif de la prescription civile ?.....	124
C. Combien de temps vaut l'effet interruptif ?.....	125
Section 4. Examen du second paramètre : l'action civile ne peut en aucun cas être prescrite avant l'action publique	125
Conclusion	126
Conclusions : Réflexions sur la notion de prescription.	
Peut-on souffrir de trop de mémoire ?	
Benjamine Boyu	
Table des matières	149